

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

RÉDACTION et ADMINISTRATION
68, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Rédacteur en chef: Dr Lazar MARKOVIĆ, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

Le danger allemand et la paix

Les conditions de paix offertes par M. Lloyd George et M. W. Wilson aux puissances centrales n'ont pas été adoptées par celles-ci. Ces conditions assuraient à l'Allemagne, non seulement la consécration du « Mitteleuropa », mais aussi la domination incontestée sur l'Europe centrale, sur la Russie et toutes ses possessions en Asie, sur les Balkans et sur la Turquie tout entière. En refusant d'accepter ces conditions, l'Allemagne a irrévocablement proclamé son désir de réaliser, par la guerre actuelle, la domination sur toute la terre. L'Allemagne défie le monde entier.

Car l'Allemagne non vaincue aujourd'hui, c'est l'Allemagne omnipotente demain et agrandie, non seulement des territoires déjà occupés par elle, non seulement des territoires de ses fidèles alliés, mais aussi, et surtout, de tous les Balkans et de toute la Russie. Les Etats européens, restés neutres, graviteront demain, bon gré mal gré, autour du centre allemand. Au surplus, les Etats aujourd'hui ennemis de l'Allemagne, seront, demain, contraints par la force des faits, par la grandeur accablante de l'Allemagne, d'entrer, contre leur volonté, dans l'orbite germanique. Ce qui restera en dehors de ce monde allemand ne pourra que végéter seulement jusqu'à son asservissement économique et politique définitif. Ni M. Lloyd George, ni M. Wilson, ni tous les amis occultes de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie germanophiles, ne paraissent se rendre compte de cette vérité patente.

Il est évident que le démembrement de la Russie rend impossible la conclusion d'une paix avec l'Allemagne et ses alliés sur la base du « statu quo ». L'Allemagne, il est vrai, tâche de présenter au monde la Russie comme une puissance. Malheur à celui qui le croit. Même si la Russie restait unie, elle ne serait qu'une proie facile pour l'Allemagne et pour son « brillant second », l'Autriche-Hongrie. Les immenses richesses de la Russie en matières premières, son marché nécessité par les besoins d'une population d'à peu près de deux cent millions d'habitants — tout cela sera livré à l'activité de l'industrie allemande, qui en saura tirer le plus grand profit pour la nation germanique. Les richesses ainsi accumulées serviront ensuite à combattre les concurrents encore existants. Enfin, la docilité connue du peuple allemand et sa subordination aveugle au militarisme prussien, faciliteront le perfectionnement de l'organisation existante, qui sera dirigée vers l'asservissement économique et politique du monde entier. C'est alors que ne se sentiront plus à l'abri de l'agression allemande, ni les Etats-Unis, ni le Japon. Voilà pourquoi nous ne croyons pas qu'il existe un seul homme en Angleterre qui puisse raisonner et qui puisse consentir à une paix avec l'Allemagne sur la base apparente du « statu quo ». Car, bientôt après une telle paix, éclatera une guerre, encore plus terrible que celle-ci, entre l'Angleterre et l'Allemagne dans des conditions tout autres que celles d'aujourd'hui. Les chances de victoire ne seront pas alors du côté de l'Angleterre, mais du côté de l'Allemagne.

Si l'on réfléchit sur ces faits, on cessera bientôt de croire en Angleterre et en Amérique qu'on combat aujourd'hui seulement pour la délivrance de la Belgique, pour la

désannexion de l'Alsace-Lorraine, pour Trente et Trieste, pour l'union du peuple roumain et pour celle du peuple serbe, mais aussi et surtout qu'on combat contre son propre ennemi, qui est en même temps l'ennemi commun, parce que tous les Alliés sont plus ou moins, un peu plus tôt, un peu plus tard, menacés de ce même ennemi, l'Allemagne. Une fois cet ennemi écarté, l'accomplissement des vœux de chacun des Alliés se fera de soi-même.

Restent encore à examiner les vœux de la classe ouvrière, qui n'est pas la plus éprouvée par la guerre actuelle. — « Pas d'annexions, pas de réparations, pas de garanties; la paix immédiate, équitable et sur la base du « statu quo », — voilà la formule de la classe ouvrière d'Occident pour la paix avec les puissances centrales. Mais, il est d'abord curieux que ce soit la classe ouvrière des Etats de l'Entente qui proclame cette formule et non pas la classe ouvrière en Allemagne.

Tout le monde a appris quelque chose de la guerre actuelle, seuls les représentants de la classe ouvrière en Europe occidentale semblent n'avoir rien appris. Chose incroyable, mais vraie.

Ils avaient à apprendre premièrement que la classe ouvrière d'Allemagne est d'abord allemande et ensuite socialiste. Deuxièmement, ils avaient à apprendre que la classe ouvrière allemande, étant allemande de par ses sentiments, forme une partie intégrante de la nation allemande. Et la nation allemande nous a démontré pendant la guerre, qu'elle est non seulement docile, mais qu'elle obéit aveuglement, avec une certaine prédilection, inconcevable ailleurs, au militarisme prussien.

Et la classe ouvrière en Allemagne ne vote pas les budgets et les emprunts de guerre, ne travaille pas dans les usines de guerre, ne se prive du plus nécessaire pendant cette guerre que dans un but unique: vaincre les ennemis, pour conquérir un marché universel.

La facilité de la vie matérielle et les richesses accumulées, provoqueront en Allemagne la croissance du nombre d'habitants dans ce pays prolifique. Et, à un moment donné, quand toutes ces forces seront mobilisées, organisées et dirigées vers le but unique, qui est-ce qui pourra arrêter alors le courant débordant de la nation allemande dirigé vers la conquête des marchés mondiaux. Est-ce que ce sera la classe ouvrière de l'Europe occidentale et des Etats-Unis? Nous ne le croyons pas. L'internationale, ou la Société des Nations? Encore moins!

L'enseignement qui se dégage de ces faits est le suivant: « Aucun des peuples alliés contre l'Allemagne et ses complices, ni aucune des classes sociales, n'a intérêt à ce que l'Allemagne ne soit pas battue. Elle doit être battue, non pas pour désannexer l'Alsace-Lorraine, non pas pour l'union du peuple italien, ni celle du peuple roumain, ni celle du peuple serbe, — mais pour le triomphe de la justice, pour la sécurité du monde entier, pour la paix équitable et durable, pour la liberté générale, pour le salut suprême de tous. On ne pourra réaliser tout cela que par la victoire complète sur l'Allemagne, victoire que se doivent réciproquement tous les peuples alliés d'aujourd'hui. »

M. M. B.

Un défenseur de l'Autriche-Hongrie

Un diplomate autrichien en retraite, F. v. B. a presque accaparé les colonnes de la « Neue Zürcher Zeitung » en servant au public suisse des informations fantaisiques sur le bien-être qui règne dans la monarchie des Habsbourg. Du journal zurichois ce Monsieur a l'habitude de passer de temps en temps dans d'autres organes de la presse suisse, et on l'a vu aussi tout récemment, peindre au « Journal de Genève », la situation en Autriche sous les couleurs les plus optimistes. Les méthodes employées par cet émissaire de Vienne sont des plus diverses, mais son dernier écrit dépasse en audace tout ce qu'on a vu jusqu'à présent dans cette matière. Dans la « Neue Zürcher Zeitung » (n^o 38) il est venu en effet commenter le discours de Lloyd George, qu'il appelle « le grand homme d'Etat jouissant en Autriche d'une admiration justifiée », « l'enchanteur de Wales », « le sauveur de l'Autriche. » Selon M. F. v. B., Lloyd George aurait souscrit au programme de paix du comte Czernin! De plus, le premier anglais aurait exprimé le désir d'arriver, par Vienne, à la paix avec Berlin! Après avoir avancé une interprétation aussi tendancieuse du discours de Lloyd George, M. F. v. B. a essayé de la corroborer par quelques affirmations supplémentaires. Il nous assure que l'Autri-

che-Hongrie n'est pas du tout un instrument des plans pangermaniques, elle est simplement une alliée de l'Allemagne, ayant les mêmes droits et la même force. L'Autriche est donc nécessaire à l'Europe, surtout à l'Angleterre, conclut M. F. v. B., pour contrecarrer les plans de la caste militaire prussienne. Si l'Angleterre veut se garantir contre le danger germanique elle n'a qu'à soutenir l'Autriche qui exerce déjà une pression en Allemagne en vue d'une démocratisation de l'Empire!

Nous enregistrons cette tentative curieuse de représenter l'Autriche comme un moyen de vaincre l'Allemagne. L'idée de M. F. v. B. fera plaisir aux austromanes incorrigibles que l'on voit toujours en bon nombre dans les pays alliés. Sa manœuvre est cependant inoffensive parce que si les Alliés ne procèdent pas au démembrement de l'Autriche, les peuples réveillés le feront eux-mêmes avec plus de bruit et plus à fond. C'est inévitable. Un Autrichien nous écrivait l'autre jour: « Avec les articles de journaux vous ne réussirez pas à démembrer la Monarchie. » Possible. Mais il est certain qu'on ne pourra pas non plus la sauver par des écrits tels que celui de M. F. v. B. Le dernier mot sera aux peuples et c'est nous qui exprimons leur opinion.

Le comte Andrassy et la Serbie

Dans son plaidoyer pour la paix, le chancelier austro-hongrois *in spe* fait un véritable tour de force, afin d'expliquer d'une façon élégante les causes du conflit actuel. « La guerre mondiale, affirme-t-il, a été la résultante d'une accumulation inouïe aux quatre coins du monde, de frotements, de craintes, de haines et de conflits d'intérêts qui ont trouvé un appui dans deux tensions fondamentales ». Les deux tensions, selon lui, sont dues à l'antagonisme anglo-allemand d'un côté et austro-russe de l'autre. Ces deux antagonismes ont continué longtemps à s'opposer, depuis 1914, à la conclusion d'une paix durable, comme ils s'opposèrent au maintien de l'équilibre avant la guerre.

Au lieu d'aller chercher les causes de la guerre « aux quatre coins du monde » et de porter l'accusation, tantôt contre l'impérialisme russe, tantôt contre celui des Anglais, le comte Andrassy n'avait qu'à regarder autour de lui pour découvrir les vrais coupables. Pour cela il n'aurait qu'à consulter les comptes rendus des débats et les discours prononcés au Parlement autrichien et hongrois¹. Il aurait donné une meilleure preuve de sa sincérité en portant les responsabilités sur le compte des puissances centrales, sur l'esprit de domination et de conquête dont les dirigeants de ces puissances ont été toujours animés. Parler que de la patrie du comte Andrassy, nous dirons que depuis Metternich jusqu'à Tisza et Berchtold, la politique austro-hongroise n'a guère changé de but. Au en ce qui concerne les relations avec la Serbie, cette politique fut toujours impérialiste et plus ou moins agressive. « De, le premier jour de l'existence de la Serbie écrit M. E. Denis (La Grande Serbie), politique de la Monarchie dualiste marquée nettement le but qu'elle n'a pas cessé de poursuivre depuis: tolérer l'existence de la Serbie, tant que celle-ci, par sa faiblesse, ne serait pas un obstacle à sa pénétration dans les Balkans, l'écraser sans pitié du

moment où elle prétendait remplir librement sa destinée. » Le fameux mot de Metternich, au dire duquel la Serbie sera un jour turque ou autrichienne, résume excellemment le programme de la politique austro-hongroise vis-à-vis de la Serbie, programme dont la Monarchie dualiste ne se départit jamais.

C'est le père du comte Jules Andrassy, qui, par l'occupation de la Bosnie et d'Herzégovine, empêcha le premier l'unité nationale serbe de s'accomplir, en poussant l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. Son fils ne réserve pas un sort meilleur à notre peuple. Son programme renfermant « les conditions acceptables, conditions qui assureraient aux nations de l'Entente l'intégrité de leur situation » (quel style diplomatique), contient, outre la cession du mont Lovćen à la Monarchie, la cession de la Macédoine serbe à la Bulgarie. « Nous n'avons qu'un désir à l'égard des Balkans, écrit Andrassy, c'est d'y créer un équilibre de forces qui garantisse la paix et qui assure la possession des Balkans aux peuples balkaniques. » A l'entendre parler, on dirait que le fils du ravisser ne se pré-

¹ Voir le discours du député slovène Ravnihar, reproduit par « La Serbie » du 26 janvier.

pas permis même à un homme politique hongrois. Pour ce seigneur magyar, « l'unité » bulgare réalisée ainsi, n'aurait rien de choquant. Quant à l'unité serbe, italienne et roumaine, elles semblent ne point intéresser le futur chancelier austro-hongrois. Le comte Andrassy a pourtant daigné parler aussi de la Serbie. Voici en quels termes il parle de notre pays : « nous ne revendiquons qu'une minuscule partie de l'ancienne Serbie. La reconstruction de l'Etat serbe, et cela en dépit de la défaite subie par les Serbes, ne forme pas non plus une condition inacceptable ». C'est la première fois, à notre connaissance, que quelqu'un s'avise à parler de la défaite subie par les Serbes. Et cette pierre dans notre jardin nous vient encore de la part de notre voisin du nord, celui qui aurait le plus d'intérêt à se taire sur ce sujet. En effet, on dirait que le comte Andrassy dormait d'un sommeil de mort pendant que notre armée infligea les deux fameuses raclées à la glorieuse armée de Potiorek. Il n'est pas dans nos habitudes de parler à tout propos de nos victoires ni des défaites de nos ennemis. Il est pourtant suffisamment connu que notre armée, au cours de la guerre actuelle, n'a jamais subi de défaite. Attaquée de trois côtés, trahie du quatrième, elle fut refoulée, mais jamais vraiment écrasée. Les Serbes ne connurent donc pas de défaites, hormis celles qu'ils infligèrent à leurs ennemis.

M. D. M.

Comment on administre la Serbie !

— Impressions d'un professeur autrichien —

La « Reichspost » du 17 janvier reproduit, d'après l'« Oesterreichisch-Ungarische Kriegskorrespondenz », les impressions recueillies en Serbie occupée par le professeur d'université, Dr. Karl Brockhausen.

« S'il est permis, écrit Brockhausen, de comparer les tendances poursuivies par les trois Etats qui ont conquis la Serbie, on peut dire ce qui suit : Les Bulgares ont voulu avant tout s'assimiler la population qu'ils y ont trouvée, ils l'ont fait dans une large mesure ; les Allemands ont poursuivi un but bien conçu de s'assurer certains objets de valeur durable qui leur sont très utiles. Ils ont par suite pris possession de ces objets et se les sont appropriés, tantôt, autant que cela était possible, d'une manière légale au moyen d'un contrat conclu avec leurs possesseurs antérieurs, tantôt par un fait accompli, « manu militari ». Nous Autrichiens, nous avons suivi une double politique qui s'est modifiée au cours de l'occupation. Pendant un certain temps nous avons administré le pays comme s'il devait rester toujours en notre possession. Nous n'avons épargné aucun effort et aucun capital et nous avons retiré de ce pays moins que nous y avons mis. Plus tard, notre politique s'est quelque peu modifiée : on a pensé davantage à notre arrière et on a utilisé à notre profit les matières premières ».

Il n'est pas difficile de comprendre le véritable sens de ces demi-aveux officiels !

LES SOCIALISTES SERBES ET LA PAIX RUSSE

Le Comité Exécutif du parti socialiste serbe en France a adressé aux socialistes russes l'appel suivant :

Tandis que la Serbie qui, pendant un siècle, a subi la terreur politique et économique de l'impérialisme austro-hongrois, cherchait dans la Russie telle qu'elle était et auprès des démocraties occidentales la protection de sa liberté, de son indépendance et la libération de nos frères soumis à la domination étrangère, — nous autres, socialistes serbes, étions le reflet de votre pensée, les admirateurs de votre enthousiasme et de votre esprit de sacrifice, les défenseurs de votre lutte sublime et vos modestes collaborateurs pour la victoire du socialisme dans les Balkans. Chacun des crimes du tzarisme contre les peuples russes a provoqué de vigoureuses démonstrations du prolétariat serbe ; chacun de vos succès en Russie était célébré en Serbie par d'éclatantes manifestations ouvrières. Nous étions convaincus que la libération et le plein développement de notre nation démembrée et asservie ne peuvent être obtenus que grâce à nos propres efforts soutenus par une révolution russe victorieuse. Cette conviction était partagée par notre peuple tout entier. Celui-ci, en effet, considérait la chute du tzarisme et la victoire de la Révolution comme une des conditions de sa libération du terrorisme austro-hongrois et de l'asservissement au tzarisme. C'est pourquoi le prolétariat serbe a accueilli votre victoire avec une indicible joie, une joie encore plus grande que celle des socialistes d'autres pays. Tous les Serbes, Croates et Slovènes opprimés et persécutés ont éprouvé les mêmes sentiments.

Votre victoire signifiait pour nous le triomphe de la liberté sur l'esclavage : c'était l'aube de jours meilleurs, l'aurore du socialisme vainqueur.

Vos déclarations ont justifié notre espoir et notre confiance.

Vous avez proclamé que la démocratie révolutionnaire de Russie veut une paix générale basée sur des conditions que puissent accepter les ouvriers de tous les pays qui, n'aspirant pas au pillage, ne cherchent aucune conquête, qui sont également intéressés à la libre expression de la volonté de tous les peuples et à la défaite de l'impérialisme international. Ceux des nôtres qui appartiennent à la Serbie, ceux qu'opprime l'Autriche-Hongrie ont souffert et souffrent encore à cause des Etats avides de conquêtes et de pillage. Victime de cet impérialisme conquérant et objet de pillages, notre peuple a applaudi à cette déclaration et il est prêt à employer ses dernières forces pour la réalisation de ces idées.

« Paix sans annexions ni contributions basées sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », cette formule parlait au cœur non seulement des socialistes de notre pays, mais à celui de tout notre peuple. Nous n'éprouvions aucune inquiétude quant au sens de cette formule, car nous connaissons vos idées. Nous savions que vous conceviez le droit des nations à disposer d'elles-mêmes comme le droit absolu de tous les peuples à leur indépendance, comme le droit des nations asservies de se

séparer de l'Etat oppresseur, de fonder une communauté politiquement et économiquement indépendante, sans maître ni à l'intérieur ni à l'extérieur, et de se fédérer, d'égal à égal, avec d'autres nations de son choix. Nous savions que votre formule signifiait sans annexions anciennes et nouvelles.

Vous avez lancé un manifeste invitant les peuples à conclure la paix générale, une paix démocratique basée sur le principe que toutes les nations ont le droit d'organiser leur vie nationale à leur volonté, en pleine liberté et indépendance. Les représentants de la diplomatie secrète, du militarisme prussien et du germanisme impérialiste, des barons allemands et des magnats magyars, des bourreaux des Arméniens et des serviteurs de Cobourg ont répondu à votre invitation. Ils sont venus, caressant l'espoir que, adversaires de la guerre et désireux de la paix, vous trahirez vos idées et accepterez une paix qui ferait triompher l'autocratie au détriment de la démocratie, une paix qui renforcerait le militarisme germanique et menacerait l'humanité de tomber sous sa domination atroce, qui sanctionnerait les conquêtes qu'ils ont faites et approuverait leur domination criminelle sur des nations étrangères, petites et faibles.

Vous qui les connaissez bien vous savez qu'une paix démocratique ne peut pas être conclue avec les ennemis de la démocratie, avec ceux qui oppriment tous les mouvements démocratiques de leur propre peuple et qui, en Allemagne, ont emprisonné des socialistes qui sont revenus au socialisme. Vous savez que la paix ne peut pas être fondée sur le principe du droit des peuples avec les représentants de l'impérialisme qui cherchent des conquêtes partout et avec les représentants des gouvernements qui oppriment des nations étrangères, avec ceux qui, en Autriche, ont refusé même de vous envoyer les élus des nations soumises à leur domination, bien que ces députés eussent réclamé au Parlement de Vienne de venir vous parler, déniaient aux dirigeants le droit de faire la paix avec vous au nom des 29 millions de ressortissants des nations opprimées.

Nous autres, socialistes de la Serbie occupée et de la Bosnie-Herzégovine subjuguée, avec le droit que nous donne notre constante fidélité aux principes du socialisme, le martyre et les sacrifices de notre nation yougoslave dans la lutte pour la liberté, nous vous adressons cet appel, à vous, socialistes russes. Nous vous demandons de ne pas traiter une paix séparée au détriment de la démocratie, du socialisme de l'humanité et de la Russie elle-même, et d'exiger de tous les belligérants que votre principe du droit des peuples soit appliqué partout où il y a des nations opprimées.

Nous émettons le vœu que toutes les difficultés soient surmontées, pour que, fortifiée, la Révolution puisse prêter son aide puissante aux nations opprimées qui, malgré la dure réalité, continuent leur lutte, gardent la flamme révolutionnaire et espèrent que vous les aiderez, par votre force révolutionnaire, à se libérer du joug étranger.

De notre côté, nous vous déclarons qu'il n'y aura ni paix démocratique, ni organisation stable des peuples des Balkans, ni développement économique et démocratique tant que leur organisation ne se fondera pas sur les exigences suivantes :

1° Réalisation intégrale du principe du droit des peuples en général et, en ce qui concerne notre peuple serbo-croato-slovène, union de tous ses ressortissants, sa liberté complète, son indépendance absolue, pour qu'il puisse, uni et libre, former la fédération républicaine avec des autres peuples libres des Balkans ;

2° Opposition à toute conquête territoriale dans les Balkans de la part de n'importe quelle grande puissance et sous n'importe quelle forme.

La convocation de la Skoupchtina

La Skoupchtina serbe vient d'être convoquée à Corfou, pour le 12 février. Immédiatement après les discours de Lloyd George et de Wilson les parlementaires serbes s'étaient adressés au gouvernement demandant de convoquer l'Assemblée Nationale et de lui fournir des renseignements nécessaires sur la situation politique. Devant les formules un peu vagues sur les intentions de l'Angleterre et de l'Amérique par rapport à l'Autriche-Hongrie, les députés serbes de tous les partis ont ressenti encore davantage le besoin de voir le parlement de Serbie remplir ses fonctions constitutionnelles et aider le gouvernement dans le travail à la libération et l'union de tout le peuple serbo-croate-slovène. Le gouvernement serbe s'est empressé de satisfaire à cette demande, d'autant plus que le parlement serbe n'avait été réuni depuis plus d'une année, une anomalie que seule la situation anormale du pays, envahi presque en entier, et utilisant un territoire emprunté, peut expliquer et excuser.

La Skoupchtina serbe se réunit en un moment particulièrement difficile. S'il n'y avait que la défection russe, cela seul suffirait à démontrer la gravité de la situation de notre pays, trahi et déçu dans ses convictions les plus profondes et les plus sacrées. Mais il y a aussi d'autres difficultés que l'anarchie et la trahison russes, et auxquelles le parlement doit prêter toute son attention. Dans les discussions entamées sur les modalités de la paix, des esprits généreux sans doute et parfaitement de bonne foi, mais naïfs et crédules dans leurs jugements politiques, paraissent être disposés à envisager des solutions capables de porter un coup mortel à l'unité nationale serbe. C'est un danger autrement grave et auquel la Skoupchtina aura à s'intéresser tout particulièrement. En insistant sur la nécessité absolue de l'affranchissement intégral du peuple serbo-croate-slovène de toute domination étrangère, le parlement serbe démontrera encore une fois l'attachement et la fidélité à la cause alliée qui est la sienne, et prouvera que la Serbie, aujourd'hui plus que jamais, est consciente non seulement de ses devoirs mais aussi de ses droits.

Le parlement aura aussi à résoudre quelques questions d'ordre intérieur rentrant dans sa compétence. Si, à cette occasion, il se prononce pour un remaniement du ministère actuel afin d'y faire entrer aussi les représentants des autres partis politiques, ce changement n'impliquera aucune variation dans la politique serbe : elle a toujours été nationale et elle le restera.

FEUILLETON

L'organisation politique de l'Etat yougoslave

par A. H. E. Taylor

III

Il apparaît que la forme la plus lâche de confédération n'est pas invoquée dans le cas yougoslave par les nécessités qui font de cette forme la meilleure. Le territoire des Yougoslaves n'est pas assez étendu pour exiger la division de son espace en vue de commodités administratives ; il n'est pas non plus habité par des races diverses, ni par des populations qui ont possédé depuis longtemps une autonomie intérieure complète qu'ils pourraient abandonner à regret. Pour les raisons déjà citées, il ne semble pas non plus qu'il soit nécessaire de recourir à la forme plus étroite de confédération dont le Canada offre un modèle. Le plus grand argument en faveur du système fédératif intervient quand il sert à unir ceux qui, pour des raisons nationales ou ethniques, ne peuvent pas se réunir volontairement ou naturellement en un Etat unitaire. L'un des avantages du système fédératif est la combinaison de l'unité nationale et d'un fort patriotisme local, tandis que l'exercice d'un argument local étendu donne une éducation politique à un grand nombre de citoyens. De l'autre côté, le système central tend à être faible aux extrêmes, et dans le cas du Staatenbund. Un exemple du système fédératif est exposé à cet égard fut offert par la dis-
 Unis et le Japon au sujet de la légis-
 de la Californie. Des plaintes adres-
 fédéral provoquèrent la réponse

que cette matière était de la compétence de la souveraineté de l'Etat de Californie, et que le pouvoir exécutif central ne possédait pas de droit corréctif en cette affaire — réponse qui fit surgir le mot d'esprit que les Etats-Unis devraient plutôt être appelés les Etats-Désunis. Le problème prit les plus sérieuses proportions. Si le pouvoir central n'avait pas de sympathie envers la législation en question, contre qui y avait-il recours ? Si les Japonais avaient recouru à l'ultima ratio contre la Californie, les autorités fédérales auraient-elles pu rester à l'écart ? Sinon la roue de l'argument diplomatique tourne sur place. Même l'organisation plus étroite du Canada n'a pas préservé le gouvernement du Dominion de problèmes semblables non moins sérieux. Un système fédératif pour les Yougoslaves pourrait tendre à perpétuer le particularisme local des différentes provinces, et la race a tant souffert dans le passé de ses divisions intestines que tout homme d'Etat yougoslave devrait être prudent à l'extrême avant de faire appel à un système qui perpétuerait ou exalterait des divisions analogues dans l'avenir, et ils devraient être sur leurs gardes contre les attractions superficielles du fédéralisme.

Les amères mésaventures qui ont fait de l'histoire de la race une tragédie séculaire et son morcellement actuel en juridictions différentes ont conduit à un désir prédominant d'une unité réelle et sans équivoque. On doit rappeler aussi que la Skoupchtina ne serait pas chargée des soucis d'un empire étendu, tandis que le vice de la sur-centralisation ne demande pas, pour être évité, un système fédératif complètement développé. « Un gouvernement fédératif signifie un gouvernement faible... Une fédération sera donc toujours un désavantage dans un conflit avec des Etats unitaires aux ressources équivalentes ».

¹ A. V. Dicey, op. cit., p. 162-163.

Les Yougoslaves ne sont pas en de circonstances telles qu'ils puissent négliger un élément quelconque de force : après la guerre, ils seront affrontés par des voisins jaloux, aux dépens desquels leur unité aura été achevée, et plus ils seront forts, plus ils seront en mesure non seulement de maintenir leur propre position, mais de préserver la paix dans leur coin du monde. L'attention a été attirée sur les différents niveaux de culture atteints par les diverses divisions territoriales des Yougoslaves, mais cette considération plaide plutôt en faveur d'un gouvernement unitaire, puisque, avec un système fédératif, les différentes provinces pourraient être gouvernées sous des systèmes variés de pratique administrative, à moins que le personnel administratif actuel dans les provinces les plus retardées ne fût aidé par celui des provinces plus développées. Dans ce cas cependant, l'argument en faveur de la fédération semblerait pro tanto en défaut car il resterait encore un niveau varié de compétence législative. Les ressources de l'ensemble devraient plutôt être affectées au développement de l'ensemble. De l'autre côté, un système fédératif accompagné des freins qui sont présents dans la constitution américaine assure une certaine stabilité et continuité de politique. On ne sait pas cependant jusqu'à quel point ce système de freins pourrait être transplanté.

Au total donc la balance des arguments est décidément contre un système fédératif pour les Yougoslaves, en tant qu'inutile, non exigé par l'étendue du territoire de leur pays, ni par la diversité des éléments ethniques, ni par le régime politique passé dans les provinces, en tant qu'il comporte le danger particulariste ; en tant que de nature à être accompagné par un système varié de pratique législative et administrative qui serait une grande faiblesse pour

² Voir Lecky « Démocratie et Liberté », ind. p. 53 et suiv.

M. Kiofatch accuse l'Autriche

A la Délégation autrichienne, à la commission des Affaires étrangères, après le discours du comte Czernin, le délégué tchèque Kiofatch a prononcé un véritable réquisitoire contre la Monarchie austro-hongroise, l'accusant d'avoir provoqué et prolongé la guerre pour des buts impérialistes :

« Le ministre des Affaires étrangères, a déclaré M. Kiofatch, n'a donné qu'une image tronquée de la lutte gigantesque de cette guerre mondiale, surtout en ce qui concerne les causes de la guerre. L'Autriche a été entraînée par l'Allemagne, qui a voulu avoir la domination mondiale. Cette guerre n'a pas été une guerre défensive, une guerre pour l'existence de la Monarchie, mais une guerre purement impérialiste, une guerre de conquête contre la Serbie, guerre qui devait en même temps exercer un effet pacificateur à l'égard de l'ennemi intérieur, les Slaves. Cela a été une guerre de conquête préparée d'avance et mise en scène conformément aux plans germano-austro-magyars, une guerre préventive contre la Russie, à l'insu et contre la volonté des peuples slaves et latins de la Monarchie. Une nouvelle preuve de la conception étroite de Czernin, c'est qu'il n'a pas proféré une seule parole en faveur du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe qui ébranle le monde et qui le sauvera. Pour Czernin, cette question est simplement une question d'étiquette et de compétence. Czernin parle favorablement du programme pacifique de Wilson, mais ce qu'il dit perd toute valeur dès qu'il touche à la question du droit des peuples. Dans le passé, l'Autriche s'est immiscée très souvent dans les affaires intérieures des autres Etats, comme par exemple dans la question du sort de la population chrétienne en Bosnie avant l'occupation, de même qu'en Macédoine, en Albanie, en Arménie, etc... Le peuple tchèque ne peut se fier aux négociants de Brest-Litowsk. Il aspire à une paix générale et non pas à ce que, une fois la paix signée avec la Russie, l'on transporte la guerre à l'ouest avec une atrocité pire et pour une durée de plusieurs années. Les Tchèques n'ont pas confiance dans la politique de Czernin.

Enfin, M. Kiofatch demande au ministre « si, vu les déclarations officielles du président du Conseil bulgare, le ministre est prêt à soutenir, contrairement à sa formule d'une paix sans annexions les revendications bulgares, en ce qui concerne la Macédoine, la Dobroudja et surtout la Serbie méridionale, et si la Monarchie s'est engagée par des traités à soutenir ces revendications. »

Les Yougoslaves et les Tchèques contre M. Czernin

Après le discours du comte Czernin à la Délégation autrichienne, à la Commission des Affaires étrangères, le député Korošec (Yougoslave), a déposé une motion aux termes de laquelle « la commission doit manifester sa satisfaction de voir que la Monarchie, après de longues hésitations, s'est décidée enfin — au moins dans ses déclarations officielles — à renoncer à ses appétits annexionnistes antérieurs. Cependant, ce progrès sera d'une mince valeur pour la cause de la paix tant qu'existera l'ancien programme annexionniste, ouvertement avoué chez les Bulgares et dissimulé

chez les Allemands. Seule une attitude énergique de la Monarchie à l'égard de ces appétits, pourrait montrer l'esprit pacifique absolu de la Monarchie. Une preuve nouvelle de ce dégrèvement consiste dans le fait que le comte Czernin voit dans le programme pacifiste de Wilson une base acceptable pour un échange d'opinions avec les Etats-Unis. Les négociations pour la paix séparée avec la Russie ne présentent pas des garanties suffisantes pour la conclusion rapide de la paix générale. L'opposition à ce que les peuples de l'Autriche-Hongrie et de la Bosnie puissent déterminer eux-mêmes leur destinée constitue aujourd'hui le seul obstacle à la paix générale. Cependant, vu la situation alimentaire et la responsabilité grandissante qui en résulte, on peut s'attendre aussi dans ce sens à un dégrèvement. C'est pour cela que dans ces moments graves, la commission rappelle au ministre et lui demande de déclarer ouvertement, que la Monarchie est prête, pour pouvoir conclure le plus rapidement la paix, à accorder aux peuples en Autriche-Hongrie le droit complet de disposer d'eux-mêmes et à permettre aux représentants de ces peuples de participer aux négociations pacifiques pour y formuler et établir le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. »

Après le discours du rapporteur Beck (de la Chambre des Seigneurs) on a passé au vote sur les motions de Miklas et de Korošec.

La motion de Miklas, qui demande la confiance pour le comte Czernin, a été acceptée par 14 voix contre 7.

Ont voté pour la confiance : les membres de la Chambre des Seigneurs, les chrétiens sociaux, les Allemands du Nationalverband, les Polonais et un Ukrainien.

La motion de Korošec a été repoussée par 15 voix contre 5.

Pour cette motion ont voté : Kiofatch, Korošec, Stransky, Tomašek et Udrzal. N'étaient pas présents : Cingria, Daszynski, Glombinski et Wassilko.

Le Dr. Korošec a déposé sa motion comme le vote de la minorité destiné à être reproduit au procès verbal.

* * *

Malgré les instances des députés tchèques, la résolution prise dernièrement au Congrès de Prague n'a pas pu être publiée, la censure s'y opposant. On peut cependant se faire une idée de ce qu'elle contenait d'après un télégramme de félicitations envoyé par le président du Club yougoslave, Korošec. D'après la « Hrvatska Država », du 18 janvier, ce télégramme est ainsi conçu :

« Dans la lutte pour le droit que soutient le peuple tchéco-slovaque, afin de disposer réellement de lui-même, ainsi que pour l'Etat tchéco-slovaque, le peuple tchéco-slovaque trouvera un allié dans les Yougoslaves qui combattront côte à côte avec eux. Les Yougoslaves eux aussi ne reconnaissent pas au comte Czernin le droit de parler au nom des peuples slaves autrichiens, car il ne représente qu'une minorité privilégiée. Nous Yougoslaves, nous avons appris par nous-mêmes ce que l'Autriche entendait par le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ; nous avons senti aussi quels sont ceux qui veulent effectivement assurer les lois essentielles de l'Etat et

garantir les citoyens dans leurs biens et dans leur sécurité. Nous désirons la paix, non pas une paix basée sur l'oppression des peuples, mais une paix fondée sur les principes démocratiques pour lesquels combattent des millions d'hommes. »

La magyarisation forcée à son apogée

Pendant que les délégués impériaux traitent de la paix avec les représentants de la Russie léninisée, l'oppression et la dénationalisation des peuples de race étrangère bat son plein en Hongrie.

Par la très démocratique volonté du nouveau gouvernement, le ministre de l'Instruction publique a ordonné la fermeture des écoles roumaines et serbes (les écoles slovaques n'existent plus) et a prescrit que désormais tout citoyen hongrois doit dès son jeune âge apprendre le magyar et oublier au plus tôt sa langue maternelle, dont « la connaissance présente toujours un danger pour l'intégrité de la Hongrie millénaire ».

Le « Pesti Hirlap » du 27 décembre dernier annonce que le délégué spécial du ministre de l'Instruction publique, le baron Emil Horvath est arrivé en Transylvanie en vue de réorganiser les écoles limitrophes, de manière à ce que leur langue devienne exclusivement magyare. Le délégué a lui-même précisé sa mission.

« Le devoir de la délégation gouvernementale — déclara le délégué — consiste dans l'établissement d'une zone appelée culturelle. Cela veut dire d'après la conception de grande envergure du ministre, que dans tous les départements limitrophes l'Instruction doit être basée sur une éducation magyare et irréprochable au point de vue du loyalisme. Après l'exécution de ce programme il n'y aura dans les départements limitrophes aucune école à laquelle on pourrait reprocher un manque de patriotisme.

« Si nous réussissons à exécuter le programme, culturel grandiose du ministre Apponyi, alors les départements limitrophes pourront servir d'exemples aux autres parties de l'Etat en leur montrant comment il faut organiser l'Instruction publique dans un Etat moderne. Il serait prématuré de fixer le nombre des écoles mais je puis dévoiler que le ministre a résolu d'organiser 1600 écoles primaires et 800 écoles maternelles. »

La fermeture de ces 1600 écoles roumaines sera un coup formidable au malheureux peuple roumain dont le sort est déjà partagé ou sera partagé par tous les peuples allogènes de la Hongrie.

Pour donner une idée de l'Instruction publique en Hongrie, citons quelques chiffres de la statistique officielle hongroise de 1910.

En 1912-1913 (donc avant la guerre), il y avait en Hongrie 16,861 écoles primaires avec 34,574 instituteurs. Les écoles et les instituteurs étaient répartis suivant les nationalités :

| | | | | |
|-------------------|-----------------|------|-----------------|-------|
| Ecoles magyares : | 13.453 (79.8 %) | avec | 29.247 (84.3 %) | inst. |
| » allemandes : | 447 (2.7 %) | » | 1.013 (2.9 %) | » |
| » slovaques : | 337 (2.2 %) | » | 601 (1.6 %) | » |
| » roumaines : | 2.033 (12.2 %) | » | 2.813 (8.1 %) | » |
| » serbo-croates : | 270 (1.2 %) | » | 703 (2.0 %) | » |
| » autres : | 22 | » | 131 | » |

Il faut noter que les écoles appartenant

aux nationalités sont entretenues par les fonds recueillis par les peuples allogènes et que l'Etat n'entretient que des écoles magyares.

Pour qu'on puisse juger plus facilement de l'énorme différence en faveur des Magyars, nous donnons ici les chiffres officiels — qui sont loin de répondre à la réalité — de la population et le pourcentage.

(Dans ces chiffres la Croatie-Slavonie n'entre pas.)

| | | |
|---------------|-----------|--------|
| Magyars | 9.944.627 | 54.5 % |
| Allemands | 1.903.357 | 10.4 % |
| Slovaques | 1.946.537 | 10.7 % |
| Roumains | 2.943.186 | 16.1 % |
| Serbo-Croates | 629.169 | 3.6 % |
| Ukraniens | 424.774 | 2.5 % |
| Autres | 353.008 | 2.2 % |

Par rapport au nombre absolu 50,000 Slovaques ont une école primaire.

Et cet état misérable de l'Instruction publique des nationalités paraît encore toujours dangereux aux Magyars, c'est pourquoi ils entreprennent de supprimer ouvertement tout ce qui n'est pas magyar.

L. P.

Pour une entente italo-yougoslave

— La lettre de M. Trumbic au « Secolo » —

Parmi les nombreux signes réjouissants d'un rapprochement toujours plus grand entre les Yougoslaves et les Italiens, il faut enregistrer aussi la lettre adressée par M. le Dr. A. Trumbic, président du Comité Yougoslave, à la rédaction du « Secolo » et publiée dans le numéro du 5 février de ce journal. Avec l'autorité que lui confère sa situation particulière, M. Trumbic, après avoir esquissé la nature des efforts yougoslaves, a constaté qu'entre les deux peuples, voisins et alliés dans le même idéal de liberté et d'indépendance, il n'existe pas de divergences réelles, mais plutôt des malentendus, créés et exploités par les ennemis communs. Et il a terminé en souhaitant de voir tous les peuples opprimés et menacés par le péril germanique, réunis dans la lutte commune contre les puissances oppressives.

Le littoral yougoslave

— Une conférence du professeur Dedière —

M. le Dr Yevta Dedière, professeur de géographie à l'Université de Belgrade, a fait jeudi, le 7 février, à Genève, dans la grande salle de l'hôtel de Londres, une conférence sur les pays yougoslaves du Littoral adriatique. La conférence fut d'autant plus intéressante que le conférencier a su traiter les questions scientifiques d'une façon simple et claire, accessible au public. Outre la nature de ces pays, le rôle qu'ils ont joué dans le développement culturel des autres pays yougoslaves est d'une grande importance. C'est le littoral yougoslave qui a reçu le premier les influences des différentes civilisations latines, pour les transmettre ensuite aux autres pays yougoslaves, et d'autre part, la civilisation yougoslave est très apparentée à la civilisation des différents peuples latins, comme d'ailleurs le peuple même est plus proche des peuples latins que n'importe quelle autre nation non-slave, par son caractère, par son tempérament, par ses mœurs et par son esprit démocratique.

Le conférencier a relevé en termes pittoresques les grands mérites de notre voisin, du noble peuple italien, pour la civilisation universelle. M. Dedière exprima ensuite ses vœux que les deux peuples amis et alliés s'entraident dans la grande lutte pour le principe de liberté et de démocratie, qui fut depuis toujours l'idée directrice du peuple yougoslave aussi bien que du peuple italien, et qu'ils unissent aussi sur le terrain politique devant le danger commun.

l'Etat dans son ensemble; en tant que ne prévoyant pas la meilleure utilisation possible de la force de la nation dans ses éléments culturels; en tant que dissipant, au lieu de la renforcer, la concentration de l'énergie nationale; en tant que plus coûteux et moins efficace; enfin en tant que de nature à affaiblir la situation internationale de la nation.

La seconde forme qui pourrait être prise par l'union yougoslave est celle d'un Etat dualiste. Si la Serbie, la Bosnie, la Dalmatie du Sud, le Monténégro, la Syrmie avec les parties serbes de la Hongrie du sud étaient unis en un seul Etat, le résultat en serait un royaume dont la population serait en grande majorité serbe orthodoxe avec une minorité de Croates catholiques d'environ 10 pour cent du nombre des Serbes, comme le montrera un regard à la table de la section précédente. Si le reste des pays yougoslaves était formé en un autre Etat, la Croatie, le nord de la Dalmatie, l'Istrie orientale et le pays slovène ou telles parties de ceux-ci qui pourraient être laissées à leurs possesseurs naturels après que les appétits des autres auraient été satisfaits, le royaume qui en résulterait serait en grande majorité catholique croate et slovène. Ces deux Etats pourraient être unis en une monarchie yougoslave dualiste sur une base étroite, plus étroite que celle de la monarchie actuelle des Habsbourg. L'idée, à première vue, n'est pas sans attrait. Un tel schéma semble avoir été la base des propositions russes en 1915 et il fut soutenu par l'auteur de ce livre dans un article écrit à cette époque, mais une réflexion plus complète a considérablement modifié l'opinion invoquée alors. Les points qui au premier abord paraissent rendre désirable une telle solution parlent dans une large mesure contre elle. Les deux éléments de l'Etat seraient certainement très homogènes, mais il y aurait dans cette homogénéité même un danger pour l'unité future de l'ensemble. Le fait qu'une partie de la monarchie serait ortho-

doxe serbe et l'autre croate catholique, tendrait à donner une note plus aiguë à toutes les disputes entre les deux parties et des désagréments pourraient même devenir un certain antagonisme ou en tous cas une jalousie; cela rendrait en un sens plus difficile les concessions de l'un à l'autre. Les vieilles distinctions entre ceux des Yougoslaves dont le passé historique a été lié à la fortune de la maison des Habsbourg et ceux dont le sort a été spécialement balkanique, seraient renouvelées et stéréotypées, et le résultat final pourrait constituer un danger pour l'unité durement gagnée de la race. Une telle solution n'exclurait pas évidemment une fusion future en un Etat unitaire et préserverait pour le moment la force intensive de chacun des royaumes. Ce fut le dernier argument, que les Serbes préserveraient leur solidarité qui a été leur grande force et éviterait de sacrifier l'intensif à l'extensif, qui influença d'abord l'auteur de ces lignes. La guerre a cependant forgé plus fortement encore les liens de la solidarité nationale, a indiqué avec encore plus de vivacité le danger de la désunion et les avantages de la fusion complète et on se demande si l'argument a encore le poids que l'on lui accordait. De plus en plus il est devenu évident que les différentes branches des Yougoslaves sont fondues en une réelle union même alors que la forme exacte n'en est pas fixée.

L'expérience a montré les difficultés immenses qui s'attachent à la marche d'un système dualiste de gouvernement. Ni l'union personnelle (avec un ministère commun des affaires étrangères mais des armées séparées, etc.) de la Suède et de la Norvège, ni l'union plus étroite de l'Autriche et de la Hongrie, n'a donné de bons résultats politiques. Cela semble dans la nature même du système. Dans un système fédératif, l'opinion de la majorité sera composée de temps en temps de combinaisons variées d'Etats, mais dans un système dualiste, s'il surgit un désac-

cord, c'est nécessairement toujours entre les deux mêmes parties. Si l'un d'eux réussit habituellement à suivre sa propre volonté, il en résultera pour l'autre un sentiment d'infériorité et de susceptibilité. Si, d'autre part, il y a une unanimité générale sur les matières les plus importantes, ou en tous cas une balance égale, alors le système dualiste semble contre-indiqué à moins qu'il ne soit demandé par des considérations et conditions locales dans les deux moitiés de l'Etat.

La difficulté est naturellement d'autant plus grande quand il s'agit d'un véritable dualisme entre deux partenaires égaux et non d'une simple manière d'assurer un large coefficient de « self-government » local à une certaine partie d'un Etat autrement unitaire, car c'est précisément l'égalité qui est capable de faire que les citoyens observent avec des regards jaloux si cette égalité n'est pas violée.

En même temps, il n'y a pas en théorie de raison à ce que deux Etats, chacun s'occupant de ses propres affaires intérieures, ne se trouvent pas fondamentalement d'accord au sujet des grandes affaires communes à tous deux — l'armée, les affaires étrangères, la législation bancaire et commerciale — ni à ce que des divisions semblables à celles qui peuvent exister sur ces matières ne soient pas des divisions affectant également les citoyens et les législateurs de chaque Etat, des divisions horizontales plutôt que verticales. Les arguments sont peut-être assez également balancés sauf en ce qui concerne l'avertissement que semble donner l'histoire, encore qu'il faille même ici rappeler que l'analogie historique est à la fois le plus facile et le plus dangereux argument — avertissement qui dépend d'une

¹ J'entends qu'en théorie les deux moitiés peuvent avoir une opinion commune sur des sujets communs mais des opinions différentes sur des questions intérieures. Cette divergence cependant pourrait surgir par suite de grandes différences dans les conditions locales.

Belgrade sous le régime austro-hongrois

— Impressions d'un député tchèque —

II

« Le corps enseignant du pays est obligé de chômer, tant qu'il n'est pas exilé. Il mène une vie misérable, sans moyens d'existence et dépend entièrement de l'assistance publique. Les instituteurs étrangers, d'instruction insuffisante, ont été appelés à greffer sur l'esprit national serbe la culture magyare, afin qu'ils produisent des fruits magyars. C'est la culture magyare, non pas la culture allemande, qui doit remplacer la culture nationale serbe. Comme la Pologne a été livrée à l'influence autrichienne, de même la Serbie a été réservée à l'influence magyare, et voilà les écoles serbes livrées à cette dernière.

« L'instruction publique en Serbie a beaucoup souffert. C'est déjà la septième année de guerre qui la désorganise. La plupart de la jeunesse serbe, qui atteint l'âge adulte, n'a point suivi l'école primaire ou très peu assidûment. Aujourd'hui, l'enseignement serbe commence à renaître après la cinquième année de guerre. Il paraît qu'à peu près le 17 % de la jeunesse en âge de suivre l'école trouve maintenant l'occasion de la fréquenter et d'y recevoir quelque instruction au moyen d'une écriture étrangère, d'une langue qui lui est compréhensible, mais qui doit les éloigner de la langue et de l'esprit de ses aïeux et de sa nation pour les conduire à une langue étrangère et à l'esprit magyar. Qui ne se souviendrait pas du « Vae victis ! »

« De l'école nous sommes allés visiter l'orphelinat situé derrière le parc de Toptchider. Sur le mur de l'ancienne cour, nous avons lu l'inscription en allemand : K. K. Waisenhaus.

« Dans les divers locaux de l'orphelinat, nous avons aperçu environ 200 garçons et filles, petits et grands. C'étaient les enfants de parents disparus pendant la guerre. Combien y en a-t-il de ces orphelins dans toute la Serbie ?

« Comme à l'école, ici encore les gardiennes de ces orphelins sont des Allemandes et des Magyars de Hongrie. D'ailleurs, notre impression est la même que dans d'autres institutions pareilles, sauf qu'ici tout rappelle la guerre. On nous a montré des chambres à coucher, modestes mais propres, des cuisines et des dépôts. On nous fit remarquer, qu'on préparait les étrennes du Noël orthodoxe (7 janvier n. s.), et que l'on en distribuera beaucoup aux enfants, surtout des choses utiles et nécessaires, des chaussures, vêtements et linges. La maîtresse attira notre attention sur le beau linge que devaient recevoir les enfants. En effet, il y avait de beaux articles tricotés en coton et en laine. Plein d'étonnement, je m'approche de la pile de linge et j'admire la générosité, dont jouissent les orphelins serbes. Quelle ne fut pas ma surprise, en lisant sur chaque article de lingerie : Croix-Rouge Suisse. Berne. Don pour les prisonniers serbes !

*

« Le camarade Laptchévitch demeure dans une rue écartée. Nous avons découvert vers 8 heures du soir sa maison. Elle était fermée. La petite porte en fer qui ferme la petite ruelle entre deux maisons, par où il fallait se rendre dans l'appartement de notre camarade, était fermée par une chaîne de sûreté cadenassée. Mon guide frappa fortement contre la porte en fer. Un moment après une voix répondit de l'autre côté. Mon guide appela : Drug Laptchévitch ! (Camarade Laptchévitch !) La voix reprit et après quelques minutes l'on aperçut l'ombre d'une personne qui nous ouvrait la porte et nous mena dans la maison par la ruelle sombre. Nous entrâmes ensuite dans l'appartement du camarade Laptchévitch. Dans une petite chambre, sur deux lits reposaient trois enfants. Sur un des lits il y avait encore de la place pour un dormeur, sans doute pour le père de famille, le camarade Laptchévitch. Lui-même était debout devant nous, et nous serrant les mains, répétait : Drugovi, milo mi ! (Camarade, je suis content !).

« Une figure intéressante ! Un excellent homme ! C'est le patriarche du socialisme serbe et son apôtre à la fois. Il pouvait avoir de 45 à 50 ans. De moyenne taille mais robuste, de larges épaules, il avait une vraie tête d'apôtre. Son visage calme et pétillant d'esprit nous frappait par ses beaux yeux placides, vifs et aussi bons que ceux d'un enfant. C'était sa riche et épaisse chevelure, noire et longue, tombant jusqu'aux épaules et sa belle barbe poivre et sel, couvrant sa poitrine, qui lui donnaient l'apparence et la dignité d'un apôtre.

« Il ne parlait que le serbe. Cette circonstance — car je ne savais pas suffisamment le serbe, et mon compagnon, le socialiste viennois Glöckel, non plus, ne nous permit pas de lier une conversation plus étendue. En prêtant beaucoup d'attention — et surtout grâce à la parenté du serbe avec le tchèque — j'ai pu saisir ce qui suit :

« Le camarade Laptchévitch a été interné pendant quelque mois. Ensuite il a été relâché. C'est un écrivain et journaliste, mais il n'a point de possibilité de faire valoir son talent. Il mène une vie misérable de petit marchand ambulancier avec sa femme et ses cinq enfants. Je lui posais cette question : « Et votre parti, que fait-il ? »

— « Le parti socialiste serbe ? A Belgrade il y a une vingtaine de camarades à peine. La Maison du Peuple a été utilisée par la Croix-Rouge. La presse et l'organisation n'existent pas. Les camarades socialistes serbes, ou servent dans l'armée serbe du Vardar, ou sont internés dans les camps de prisonniers, ou bien se sont réfugiés à l'étranger dans tous les pays du monde. »

« Le camarade Laptchévitch croit fermement à la victoire de la classe ouvrière et du socialisme. Lui-même est partisan du Zimmerwaldisme. Il connaît la situation des pays tchèques et slovaques et les courants de notre parti socialiste tchécoslovaque. Nous nous sommes rendus ensuite au « Café Vardar », où se réunissent les socialistes, en compagnie de cet excellent homme, calme dans le malheur et dans le désastre de sa patrie, mais dont l'espoir en un avenir meilleur est invincible.

« En sortant, ne sachant que dire à cause de l'insuffisance de mes connaissances du serbe, et aussi afin de soulager la peine qui l'oppressait en faisant allusion aux souffrances des autres, je lui dis : « Camarade, notre nation elle aussi est sous le joug ». Oui, me répondit avec calme l'apôtre du socialisme serbe avec des gestes expressifs, « vous trois siècles — nous une seule année... Nous souffrons davantage ! »

« Suivant les informations officielles qui nous ont été transmises, l'administration de la Serbie occupée, sans la Macédoine, est organisée comme suit.

« En tête de l'administration est placé un gouverneur qui a son siège à Belgrade. Il a 12 arrondissements sous ses ordres, dont chacun se compose de 3 à 4 districts. Le gouverneur est à la tête de l'administration militaire du pays ; les chefs d'arrondissement et ceux de districts, de même que les administrateurs, sont tous des militaires. L'administration des arrondissements et des districts est divisée en département purement militaire et en département civil. Cependant, cette administration civile est entre les mains des militaires. Il saute aux yeux que les éléments magyars prédominent dans l'administration du pays. Depuis l'occupation on a donné 16.000 concessions commerciales aux commerçants magyars au détriment des indigènes.

« Cet état est considéré comme insupportable, car il livre les indigènes à la proie des étrangers qui ne songent qu'à s'enrichir promptement et qu'à exploiter le pays.

« L'approvisionnement est soumis aux mêmes prescriptions que l'arrière-front de la monarchie austro-hongroise ; mais il pèse plus lourdement sur les épaules de la population, car après l'occupation, le pays a été entièrement privé de ses res-

sources par les réquisitions des armées en marche et surtout parce que dans un pays ennemi et vaincu, les ordres sont exécutés très rigoureusement et les contraventions sont plus sévèrement réprimées.

« Tous les produits de l'agriculture doivent être livrés à l'administration militaire, suivant les prescriptions en vigueur. On ne laisse aux producteurs qu'une certaine quantité. On n'a eu de la farine de froment que jusqu'au 1er décembre 1917 ; pour le reste de l'année, il n'y avait que du maïs. Le peu qui reste de l'industrie, se trouve entre les mains de l'administration militaire. Le bilan annuel de la dernière année administrative était de 840 millions de couronnes. Le bénéfice net atteignait 30 à 40 millions. On est forcé de payer en couronnes dans tout le pays.

« Le résultat favorable du bilan réside dans le fait que l'on paie aux producteurs les prix les plus bas, tandis que les produits sont revendus à des prix relativement élevés.

« Le pays compte 2000 hameaux groupés en 860 communes. L'administration civile des communes, organisée sur le modèle des lois serbes, est exercée par des magistrats nommés par le gouvernement militaire. A Belgrade, c'est l'ancien ministre de la guerre et des finances, Vasa Antonić, que le gouverneur militaire a appelé aux fonctions de maire. Le secrétaire de l'organisation syndicaliste à Belgrade, le camarade Luka Pavičić, et encore un autre camarade, élu au conseil municipal déjà avant la guerre, font partie de l'administration municipale. Les œuvres de charité sont administrées par les « kmets » (doyens de la ville) sous le contrôle du gouvernement militaire. Aujourd'hui, il y a à Belgrade environ 10.000 personnes qui dépendent des fonds communaux pour les pauvres. Ils touchent 5 couronnes par mois par personne. Pour cette somme, ils se procurent à peine la quantité de farine prescrite pour une personne et pour un mois. Il reste le problème insoluble, de savoir comment les pauvres de Belgrade se procureront d'autres provisions indispensables à leurs besoins ? Un œuf, acheté en sous-main, coûte de 80 centimes à une couronne, un kilo de lard — comme chez nous — aussi en sous-main, se paye jusqu'à 30 couronnes. Les rations officielles sont insuffisantes — comme en Bohême — pour se nourrir.

« Voilà les conditions, dans lesquelles plus d'un quart de la population de Belgrade se voit obligé de vivre.

« Puisque nous-mêmes, après les souffrances de quatre ans de guerre, nous désirons la paix et que nous souhaitons voir la fin de toutes ces horreurs et l'accomplissement des vœux que nous formons pour l'après-guerre, — combien les désirs des peuples assujettis doivent-ils être plus ardents encore dans les pays, qui, d'après la devise de la démocratie russe : « pas d'annexions et restitution des territoires occupés », retourneront à la propre administration des nations libres et indépendantes, — combien doivent-ils souhaiter avec plus d'intensité encore le moment après lequel ils soupirent, où le droit de disposer d'eux-mêmes, leurs libertés et leurs droits civils leur seront restitués ! »

*

En publiant ce récit mis gracieusement à notre disposition par le Bureau de presse tchèque à Genève, nous nous abstenons de tout commentaire, laissant le document parler de lui-même.

« L'Été bulgare 1915 »

On nous écrit de Paris :

Le récent ouvrage de M. Dunant : « L'Été bulgare 1915 », a fait ces temps derniers, l'objet de commentaires nombreux et divers dans les milieux politiques de France. En présence des conversations que M. Dunant eût à l'époque avec les représentants des différents groupements politiques en Bulgarie, on est vraiment tenté de croire que la diplomatie alliée n'a pas fait tout son devoir pour ramener la Bulgarie à ses côtés, que l'état d'esprit qui y sévissait avant son intervention permettait déjà, — si l'on avait

su s'y prendre — un revirement en faveur de l'Entente.

En 1915, M. Dunant se trouvait à Sofia en qualité de correspondant particulier du « Temps ». Les portes des hommes d'Etat bulgares lui ont été largement ouvertes. Et M. Guéchoff, chef des narodniaks, et M. Malinoff, chef des démocrates, et les progressistes, et les radicaux, et les agrariens, tout ce monde s'était empressé de rapporter à M. Dunant les idées que les groupements, dont ils sont les représentants autorisés, avaient formulées dans la question de la guerre et de la paix, qui agitait alors le peuple bulgare tout entier. Ces idées, M. Dunant nous les présente dans son remarquable ouvrage. Tous les hommes d'Etat bulgares appartenant à l'opposition auraient flétri devant lui l'alliance projetée avec les Empires centraux.

Nous n'avons pas l'intention d'examiner ici à fond le livre de M. Dunant. Mais nous ne pouvons pas nous empêcher d'observer tout de suite que M. Dunant n'a pas eu le temps nécessaire d'étudier la psychologie du peuple bulgare, de ses chefs et de ses dirigeants. Lorsque M. Dunant transmettait fidèlement les paroles d'un Guéchoff, d'un Malinoff ou d'un Tsanoff, il ne se doutait nullement que derrière chaque parole et derrière chaque geste se cachaient l'hypocrisie, le mensonge, le désir d'arriver à leurs buts politiques particuliers, c'est-à-dire au pouvoir. L'opposition bulgare subit depuis des longues années l'influence allemande et l'esprit germanique l'avait envahie au même degré que le gouvernement lui-même. C'est dans la nature du peuple bulgare de s'adapter facilement aux Germains, car le peuple bulgare et le peuple allemand vivent et se développent dans les mêmes idées de domination, de conquêtes et d'oppression. Dans son livre « La Bulgarie en guerre », l'écrivain bien connu, M. Léon Savadjian, disait (page 22) : « En Bulgarie, tout gouvernement, fut-il le meilleur, est combattu avec acharnement par l'opposition dans l'unique but de le renverser pour prendre sa place. L'opposition se trouve toujours aux prises avec les idées du gouvernement, quel qu'il soit, et adopte sans hésitation, les idées contraires aux siennes. En 1915, le gouvernement bulgare était germanophile ; l'opposition se déclara russophile. Si le gouvernement bulgare avait été russophile, toute l'opposition aurait été germanophile à outrance ».

La pensée de M. Savadjian est l'expression exacte des sentiments qui ont guidé l'opposition bulgare dans sa lutte contre le gouvernement de M. Radoslavoff. D'ailleurs, l'opposition bulgare, lorsqu'elle s'est vue incapable d'arriver à ses fins, jeta le masque. Et depuis l'intervention bulgare nous n'avons jamais connu une parole, un geste, un mot, tendant à prouver qu'en Bulgarie il y a des gens qui ne voient pas d'un bon œil l'alliance avec l'Allemagne. Au contraire, aussi bien M. Guéchoff et M. Malinoff que M. Tsanoff et M. Sakyssoff, aussi bien la droite que l'extrême gauche, professent des sentiments de sympathie et de dévouement à la Prusse. L'opposition bulgare tout entière soutient aujourd'hui la politique du tsar Ferdinand et de son gouvernement et n'a d'autre désir que celui de voir la démocratie française et la démocratie anglaise terrassées, afin qu'elle puisse accomplir sans contrôle ses desseins de domination et de conquêtes.

Lorsqu'on parle de l'écrasement du militarisme prussien, on ne devrait pas oublier le militarisme bulgare, aussi dangereux et aussi fatal pour la sécurité et la tranquillité de l'Europe. La Prusse de Guillaume et la Prusse des Balkans méritent un sort identique.

Jos. DEL.

identité de causes qui existe rarement par la validité de la déduction.

Il ne peut y avoir de doute que la fusion complète des Yougoslaves en un seul Etat unitaire, serait, si cela peut être accompli et si tel est le désir de la race, la solution idéale du problème de leur union nationale. Un gouvernement unitaire est la forme de gouvernement la plus forte et un Etat unitaire peut agir avec une décision et une promptitude qui ne peuvent être atteintes en général par aucun autre. Le cas de l'Empire allemand n'est pas une exception réelle à cette règle car sa constitution est une anomalie. Tandis que les relations entre la Prusse et la Bavière participent du caractère d'un Staatenbund, celles de la Prusse avec les Etats plus petits sont d'un strict Bundesstaat et ce fut pour cette raison que Bismarck — ainsi que se le rappelleront les lecteurs de ses Souvenirs et des Mémoires du prince de Hohenlohe — n'était en aucune façon inquiet de forcer le pas de l'union interne entre 1866 et 1870, puisqu'il craignait que les Etats du sud ne se trouvassent forcés de s'opposer à la Prusse, et les concessions faites à la Bavière furent toujours regardées plutôt comme une nécessité que comme désirables en elles-mêmes. En dépit de ces concessions, la constitution de l'empire allemand donne une prédominance presque com-

plète à la Prusse dans toutes les matières d'une importance commune, prédominance qui est renforcée par la position constitutionnelle de l'empereur et l'absolutisme du chancelier dans le ministère, faits qui rendent possibles de promptes décisions. Les arguments qui peuvent être ajoutés contre un Etat yougoslave unitaire ont été notés de temps en temps en cours de route et ont seulement besoin d'être résumés ici. Ils reposent sur différents degrés de développement culturel atteints par les différentes divisions de la race, la différence de développement historique et de traditions historiques qui a distingué les Serbes des Croates et des Slovènes, sur le danger de voir l'enthousiasme pour l'unité se refroidir quand la race sera délivrée de la domination étrangère, et sur les difficultés qui attendent la fusion et la coopération de parties politiques formées pour subvenir à différents besoins et pour la recherche de buts différents dans le passé. D'un autre côté, les réponses à ces arguments ont été également données au cours de la discussion des problèmes variés que soulève l'avenir de la race. Nous avons eu le témoignage de différents représentants de la race en ce qui concerne le désir d'unité et l'opinion que le sentiment est permanent et mûri, et le résultat de jugements définitivement conçus et légués à toutes les branches comme la grande et lourde leçon du passé. En

tout cas, un changement sera inévitable, comme résultat de la guerre, dans la composition et l'aspect des différentes parties politiques et la fusion complète entraînera l'occasion et la nécessité de groupements politiques nouveaux pour s'accorder à de nouvelles conditions. De tels changements, arrachant les partis à leurs vieilles amarres, seront en réalité un bienfait et permettront aux hommes politiques d'aborder l'avenir libéré des entraves du passé. Il a été observé plus haut que les divisions religieuses n'opèrent plus comme elles l'ont fait, les prêtres orthodoxes et catholiques se sont enrôlés sous la même bannière nationale et ont souffert pour la même cause en bons Yougoslaves.

Bref, comme un gouvernement unitaire est le plus fort et en soi le plus désirable, il apparaît donc comme le but auquel tendent consciemment les Yougoslaves. La race est certainement moins divisée que ne l'était l'Italie au temps du Risorgimento et dans le dernier cas, nous savons que des projets fédératifs ont dû céder au désir de la fusion complète en dépit de la grande différence qui existe encore entre le Nord et le Sud.